



UNIVERSITÉ  
LUMIÈRE  
LYON 2



## ACCORD-CADRE

Entre, d'une part :

l'Association nationale des médiateurs (ANM),

Association loi 1901, déclarée à la Préfecture de Paris le 20.09.1993

N° SIREN 508 011 319

Dont le siège social est situé 62 rue Tiquetonne, 75002 Paris,

Représentée par Didier MORFOISSE, en qualité de Président de l'ANM

et, d'autre part :

l'Université Lumière Lyon 2, pour le compte de l'UFR de Droit et de Science politique

Située au 76, rue Pasteur – 69365 LYON Cedex 07

Représentée par Nathalie DOMPNIER, en qualité de Présidente,

ci-après dénommés « les partenaires »,

il a été exposé et convenu ce qui suit :

## PRÉAMBULE

### Présentation de l'ANM

L'ANM, créée en 1993, regroupe quelque 400 médiateurs et organisations impliquées dans la médiation. L'ANM est active à travers ses délégations régionales sur tout le territoire national. Elle est active à travers ses partenariats au niveau international. Les médiateurs de l'ANM, issus de très nombreux secteurs professionnels, exercent dans tous les champs de la médiation.

Selon l'article 2 de ses statuts, l'ANM a pour objet

1. d'offrir aux médiateurs un lieu d'échange, de formation et de perfectionnement et de leur apporter un soutien professionnel,
2. de promouvoir et favoriser la médiation par tous moyens appropriés,
3. de proposer à toutes personnes, physiques ou morales, privées ou publiques, des médiateurs dont elle reconnaît la compétence et l'indépendance. A cette fin, elle est constituée en Centre de médiation. Le règlement intérieur de cette association fixera les modalités d'attribution des médiations entre ses membres.

Centre de formation, elle assure des actions de formation initiale et continue, ainsi que des séances d'analyses de pratiques, afin de contribuer à la professionnalisation des médiateurs.

Centre de promotion, elle organise de nombreuses manifestations visant à développer la médiation et à promouvoir ses valeurs auprès du grand public et des autorités politiques ou judiciaires.

Centre de médiation, elle propose des médiateurs indépendants et professionnels dans toute la France et sur le plan international afin d'assurer des médiations entre particuliers et/ou organisations en conflits. Elle veille à la pratique de la médiation dans le respect des principes éthiques et déontologiques de cette dernière.

Soucieuse de contribuer au développement et à la professionnalisation de la médiation, l'ANM voit dans le partenariat avec la FDSP un moyen privilégié d'œuvrer dans cette direction. Cela signifie la promotion de la médiation dans tous les champs où celle-ci peut être mise en œuvre, ainsi que l'aide et le conseil à la dynamique de sa professionnalisation.

### Présentation de la FDSP

La Faculté de Droit et de Science politique est la deuxième composante, en termes d'effectifs étudiants, de l'Université Lumière Lyon 2. Elle propose des formations de haute qualité (licences et masters) en Droit, en Administration publique et Administration Economique et Sociale (AES). Elle propose également des diplômes courts professionnalisants, tels que des licences professionnelles et des diplômes d'Université.

La Faculté œuvre au développement de l'enseignement et de la formation en matière de modes amiables des règlements des litiges et des conflits depuis de très nombreuses années. Cela se concrétise par une offre de formation peu commune, allant des masters 1 & 2 à des formations courtes professionnalisantes comme le Diplôme d'Université Médiation. Ainsi la FDSP constitue un pôle remarquable et unique en France dans le domaine de la médiation.

## CHAMPS D'ACTION DU PARTENARIAT

Tant l'ANM que la FDSP voient dans leur partenariat la possibilité de formaliser et de développer une coopération visant à promouvoir une vision ouverte de la médiation, correspondant à un projet de société, et à former des médiateurs compétents et responsables, qui s'engageront dans leur pratique professionnelle à exercer conformément aux principes éthiques et déontologiques de la médiation.

L'ANM et la FDSP ont identifié trois domaines d'intérêt commun dans lesquels ils souhaitent développer leur partenariat au travers de conventions d'application spécifiques : formation, accompagnement à l'emploi, recherche et développement.

### Article 1. Formation

Le partenariat vise à contribuer à la professionnalisation de la médiation dans le respect des valeurs et des principes fondamentaux de la médiation :

- développer l'offre de formation
  - en proposant des formations initiales visant à promouvoir une vision globale de la médiation et à développer chez les futurs médiateurs des aptitudes critiques et des compétences transversales,
  - en proposant des sujets de mémoire qui correspondent à des projets utiles à la promotion et au développement de la médiation,
  - en proposant des modules de formation continue répondant aux besoins spécifiques des médiateurs,
  - en proposant des intervenants, experts du domaine ou praticiens confirmés,
- favoriser la participation aux formations continues organisées sur le plan local ou national par l'un ou l'autre partenaire par l'octroi d'un tarif « partenaire » préférentiel (réduction de 20 %).

### Article 2. Accompagnement à l'emploi

Le partenariat vise à créer des ponts entre formation et profession :

- mettre en œuvre des accords de tutorat entre médiateurs confirmés et étudiants en médiation / médiateurs débutants, afin de faciliter l'insertion professionnelle de ces derniers,
- assurer un accompagnement collectif
  - en accueillant les médiateurs fraîchement diplômés dans des ateliers d'entraînement à la pratique (jeux de rôle) et dans des ateliers de partage de pratique (échanges entre pairs),
  - en proposant aux médiateurs plus expérimentés des groupes d'analyse de pratique,

### Article 3. Recherche et développement

Le partenariat vise à contribuer au développement de la médiation par tous les moyens jugés appropriés :

- favoriser la recherche en partenariat avec les Centres de Recherches travaillant sur la médiation au sein de l'Université Lumière Lyon 2, à savoir le laboratoire Droits, contrats, Territoires (EA 4573) et le Centre Max Weber (UMR 5283),
  - en mettant en place une cellule de veille sur les problématiques de la médiation,
  - en créant et développant des bases de données et des outils d'analyse et d'évaluation,
  - en contribuant à des publications en la matière,
- organiser des événements, tels que colloques, conférences, forums,
- assurer la promotion du partenariat
  - en renvoyant sur les sites respectifs toute information jugée utile,
  - en mettant les logos respectifs sur tout support visant à promouvoir des événements organisés en commun,
  - en favorisant la participation aux événements organisés sur le plan local ou national par l'un ou l'autre partenaire, par l'octroi d'un tarif « partenaire » préférentiel (réduction de 20 %),
- les mentions ou exploitations extérieures du partenariat (articles dans revues, mentions sur un site etc.) seront définies ensemble.

#### Article 4. Révision de la présente convention

La présente convention est conclue pour une durée initiale de trois ans. Par la suite, elle sera renouvelable par tacite reconduction pour deux années supplémentaires, soit jusqu'à la fin du contrat quinquennal (année universitaire 2020-2021).

Une évaluation commune sera effectuée chaque année.

#### Article 5. Responsables du projet de partenariat

Les premiers responsables du projet de partenariat sont nommés par chacun des partenaires à leur discrétion et pour une période initiale d'une année :

Pour l'ANM : Jacques REVOL, délégué régional de l'ANM

Pour la FDSP : Philippe CHARRIER, responsable pédagogique du Master Justice, Procès, Procédures, parcours Médiation 2<sup>ème</sup> année et du Diplôme d'Université Médiation - Processus, Techniques, Développements

#### Article 6. Clause de médiation

Avant toute action contentieuse, les parties chercheront, de bonne foi, à régler à l'amiable leurs différends relatifs à la validité, à l'exécution et à l'interprétation du contrat. Les parties devront se réunir afin de confronter leurs points de vue et effectuer toutes constatations utiles pour leur permettre de trouver une solution au conflit qui les oppose.

Les parties s'efforceront de trouver un accord amiable dans un délai de 30 jours à compter de la notification par l'une d'elle de la nécessité d'un tel accord, par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut d'accord amiable ou sur proposition de l'une ou l'autre des parties, celles-ci recourront à la médiation pour être accompagnées dans la recherche d'un accord. Sauf autre accord, les frais de la médiation seront également répartis entre les parties.

Les parties feront librement le choix de l'organisme de médiation ou, à défaut d'accord, s'en remettront à une désignation par le Président du Tribunal de Grande Instance de Lyon statuant en référé saisi à la diligence des parties.

Les parties entendent conférer à cette procédure, prévue aux 4 alinéas ci-dessus, une pleine force contractuelle. De commune volonté des parties, l'action en justice engagée par l'une d'elles en inobservation de cette procédure sera irrecevable.

Il est précisé que les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3 ci-dessus ne s'appliqueront pas en cas de problème de qualité, de sécurité ou de conformité de la prestation objet du présent accord.

Fait à Lyon, le \_\_\_\_\_ en deux exemplaires originaux

Pour l'ANM,  
Didier MORFOISSE

Pour l'Université Lumière Lyon 2  
Nathalie DOMPNIER